

En Equateur, la crise pénitentiaire menace de tourner à la crise politique

Le président Guillermo Lasso a décrété pour la sixième fois en dix-huit mois l'état d'exception à la suite d'assassinats de policiers et de détenus. L'opinion publique et les partis politiques critiquent l'action du chef de l'Etat pour faire face à la violence criminelle.

Par [Marie Delcas\(Bogota, correspondante régionale\)](#)

Publié le 08 novembre 2022 à 19h31 Mis à jour le 08 novembre 2022 à 20h44

Article réservé aux abonnés



Des soldats entrent dans le centre pénitentiaire du Littoral à Guayaquil, en Equateur, après de nouveaux affrontements, le 7 novembre 2022. GERARDO MENOSCAL / AFP

La violence s'est installée dans les prisons, les rues et le débat politique équatoriens. La crise qui secoue le pays depuis le 1^{er} novembre a démarré dans la prison du Littoral, à

Guayaquil, le grand port industriel du pays devenu l'épicentre du trafic de cocaïne. Dans les heures et les jours qui ont suivi, six policiers ont été assassinés, deux corps ont été retrouvés décapités et pendus à un pont, plus d'une vingtaine d'attentats à l'explosif ou à l'arme à feu ont été perpétrés contre des postes de police et des stations-service. Lundi 7 novembre, cinq détenus ont été assassinés dans la prison d'El Inca, dans le nord de Quito. Selon les autorités, les rivalités entre gangs seraient une fois encore à l'origine du massacre. Des échanges de tirs ont encore été entendus dans la prison du Littoral.

« *Ces faits de violence sont une déclaration de guerre ouverte contre l'Etat de droit, le gouvernement et les citoyens* », avait déclaré le président Guillermo Lasso (droite), au soir du 1^{er} novembre. Il a immédiatement décrété l'état d'exception assorti d'un couvre-feu nocturne, dans les provinces côtières de Guayas (dont Guayaquil est le chef-lieu) et d'Esmeraldas, puis dans celle de Santo Domingo de los Tsachila.

C'est la sixième fois que le chef de l'Etat fait usage de ce pouvoir que lui reconnaît la Constitution depuis dix-huit mois qu'il est au pouvoir. Mardi, M. Lasso a dû annuler des vacances en Floride sous la pression d'une opinion publique indignée de son apparente indolence face à la spirale de la violence criminelle dans les prisons et dans les rues. Toutes tendances confondues, l'opposition conteste l'utilité des états d'exception à répétition.

Divisée, la droite exige plus de fermeté de la part de l'exécutif et demande la légalisation du port d'armes. D'aucuns voudraient une solution musclée « à la Nayib Bukele », du nom de l'actuel président salvadorien, qui emprisonne à tour de bras. C'est le cas de la maire de Guayaquil, Cynthia Viteri. Sur les réseaux sociaux, les plus véhéments à droite suggèrent de « *bombarder les prisons* ». Les défenseurs des droits humains s'inquiètent. La question de la destitution du président Lasso est de nouveau en discussion à l'Assemblée nationale.

Affrontements entre bandes criminelles

Selon la presse locale, la décision de transférer plusieurs centaines de prisonniers de la prison du Littoral à Guayaquil à celle de La Roca aurait déclenché la violente riposte des organisations criminelles. Dans la prison du Littoral, en septembre 2021, les affrontements entre bandes criminelles avaient tourné à la tragédie : cent vingt détenus avaient trouvé la mort en vingt-quatre heures. Au total, ce sont près de quatre cents prisonniers qui ont été tués depuis février 2020. Mais les massacres n'y changent rien : armes, munitions, grenades et explosifs continuent d'entrer dans les établissements pénitentiaires, sous l'œil complice ou terrorisé de l'administration et des gardiens.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Etat d'exception dans les prisons d'Equateur après le massacre de 118 détenus dans des combats entre gangs](#)

Selon les autorités, les premiers tirs seraient partis mardi du bâtiment 2, sous contrôle de la bande dite des « Chone Killers ». Pour tenter d'éviter les affrontements, l'administration répartit les prisonniers entre les différents bâtiments en fonction du gang auquel ils appartiennent. « *Résultat : les structures criminelles sont maintenues, quand elles ne sont pas renforcées. Et les chefs de gang continuent d'opérer dans les prisons* », résume le

professeur de droit Luis Cordova. Attentats, meurtres, extorsions et pots-de-vin sont pilotés de leurs cellules. « *La crise de gouvernance des prisons se répercute aujourd’hui hors des prisons* », considère la journaliste et défenseuse des droits humains, Karol Norona.

Plus de 2 000 prisonniers ont été transférés en une semaine. Selon les autorités, 11 000 des 35 000 individus actuellement sous les verrous appartiennent à une des dix organisations criminelles présentes dans les prisons. Dans l'ensemble du pays, plus d'une vingtaine de bandes criminelles ont été répertoriées, qui regrouperaient au total quelque 40 000 personnes.

Trafic de cocaïne

Coincé entre les deux grands producteurs mondiaux de cocaïne que sont la Colombie et le Pérou, l'Equateur, qui compte 18 millions d'habitants, a vu sa valeur géostratégique augmenter au rythme des exportations de poudre blanche. Longtemps pays de transit, il est devenu le théâtre des rivalités meurtrières entre les cartels qui contrôlent le trafic de drogue et les gangs à leur service. Le taux d'homicides, qui était de 5,8 pour 100 000 habitants en 2017, frôle désormais la barre des 25 pour 100 000.

Lire aussi : [En Equateur, onze blessés lors de nouveaux « affrontements » dans une prison](#)

« *Le problème de fond n'est pas nouveau et tous les gouvernements précédents ont leur part de responsabilité* », souligne Karol Norona. Décidée en 2000 pour contrer la dévaluation de la monnaie nationale, la dollarisation de l'économie a boosté le blanchiment. Le développement du trafic par voies terrestre et maritime de la cocaïne après les attentats du 11 septembre 2001 a favorisé la montée en puissance des cartels mexicains et leur présence en Equateur. Les réductions budgétaires, la fragilisation institutionnelle et la grande précarité sociale du pays – encore aggravée par la pandémie de Covid-19 – ont fait le reste.

En 2017, le gouvernement décidait, par souci d'économie, de supprimer le ministère de la justice, regroupé avec le ministère de l'intérieur au sein d'un ministère de gouvernement. En février, la Commission interaméricaine des droits de l'homme exhortait l'Etat équatorien à décongestionner les prisons et à repenser le système dit « de réhabilitation sociale ». Cela suppose d'augmenter les budgets consacrés au secteur.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Comment les « narcos » des années 1980 ont transformé la cocaïne en industrie](#)

« *Nous n'avons pas affaire à des petits délinquants de droit commun*, a rappelé M. Lasso. *Nous affrontons les plus grands cartels de drogue du monde.* » Soucieux de montrer qu'il agit, le chef de l'Etat a convoqué, jeudi, le Conseil de sécurité publique, qui réunit les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Celui-ci a annoncé la mise en place d'*« une stratégie intégrale de sécurité et de paix pour affronter structurellement les effets du crime organisé et du trafic de drogue, à court, moyen et long terme* ». Les Equatoriens n'y croient

plus. Pour Luis Cordova, « *affronter le problème de l'insécurité croissante dans le cadre de la guerre contre la drogue est une stratégie qui partout a échoué* ».

Marie Delcas(Bogota, correspondante régionale)